

CAP Chercheurs Séance plénière

Le lundi 19 novembre s'est tenue la plénière des CAP Chercheurs (DR – CR).

Déclaration CGT-INRA

La CGT INRA souhaite une fois de plus alerter la direction de l'Institut et ses tutelles sur le problème du financement de la recherche au sein des unités, qui impacte directement et négativement le travail des chercheurs. Aujourd'hui la dotation récurrente affectée aux unités dans les EPST ne représente en moyenne que 20% de leur budget. À l'INRA la dotation récurrente suffit à peine, et parfois même plus, à assurer les dépenses incompressibles croissantes qui incombent aux laboratoires, liées aux « fluides » (électricité, chauffage, ménage, etc...). À l'échelle de l'institut, plus des 2/3 du budget de fonctionnement des laboratoires provient de contrats obtenus par les chercheurs, contrats financés à près de 90% directement sur des fonds publics (ANR, PIA, Europe...), les 10% abondés par le privé étant indirectement aussi financés par l'état via le Crédit Impôt Recherche. Pour obtenir ces contrats, des chercheurs et des administratifs travaillent beaucoup plus que nécessaire, puisque en moyenne 10 à 15% seulement des projets présentés sont retenus. Ce temps passé à postuler et à évaluer devrait, selon l'idéologie sous-tendant le financement sur appels d'offre, permettre aux tutelles de sélectionner les meilleurs projets et de piloter la recherche sur des thématiques d'utilité sociétale. Or plusieurs études, et la perception sur le terrain, indiquent que la pression de sélection est trop forte pour prétendre trier les bons projets des mauvais, le tri devient aléatoire et clientéliste. Quant au pilotage, comment les directions des instituts peuvent-elles prétendre encore orienter des recherches qu'elles financent à moins d'un tiers ? Les grands thèmes à la mode ne sont-ils pas plutôt dictés par la perception lointaine des politiques et des lobbies ? Le système du financement par projet a aujourd'hui atteint un niveau où sa justification initiale (très contestable, par ailleurs) ne tient plus. Ce système est surtout devenu une énorme source de gaspillage d'argent public. Les estimations faites par les syndicats et les chercheurs

indiquent que pour chaque euro décroché par les équipes (sur fonds publics), l'état verse au moins 0,5 € en plus en salaire et coût environné. Le deuxième niveau de gaspillage de ce système est que l'argent obtenu est très peu partagé, il enrichit quelques équipes très riches pour lesquelles moins d'argent n'entraînerait pas moins d'efficacité et prive de ressources une majorité d'équipes qui n'ont plus les moyens de travailler correctement. Nous demandons depuis des années une évaluation précise, par la direction de l'INRA, de l'étendue de ce gaspillage pour les unités de l'institut ; nous renouvelons cette demande aujourd'hui. Ce système est également une machine à produire de la précarité, avec un recours massif aux CDD sur les contrats obtenus, pour compenser l'insuffisance de poste statutaires.

Nous rappelons une nième fois les dégâts directement induits par ce système sur les conditions de travail des chercheurs et de l'ensemble des personnels et sur la fiabilité, la diversité et la créativité de la recherche.

Le budget 2019 pour l'enseignement supérieur et la recherche, discuté la semaine dernière au CNESER, persiste et signe dans ce système pervers, augmentant de 33 M€ le budget de l'ANR, et n'abondant que de 25 M€ supplémentaires les crédits de base de l'ensemble des laboratoires publics. Nous le dénonçons, tout comme l'absence totale de financement visant à corriger le retard de rémunération des personnels de la recherche (en dehors des mesures salariales programmées et dérisoires). La CGT-INRA rappelle qu'en l'état, le budget de fonctionnement de l'INRA, abondé aux 2/3 par les projets déposés par les chercheurs aux appels d'offre, permettrait, s'il était directement distribué et réparti, de verser aux équipes une dotation annuelle de 12 K€ par agent, ce qui assurerait un travail de recherche efficace et continu.

La CGT-INRA demande à la direction de l'INRA de rompre avec le système des appels d'offre en interne, et de faire remonter aux tutelles la réalité des dégâts et du gaspillage constatés sur le terrain. Il y a urgence, ce système détruit les fondements de la recherche publique. Est-ce l'objectif ?

Concernant le projet de fusion INRA/IRSTEA, la CGT-INRA tient à alerter la CAP sur certains points notamment sur le travail des chercheurs à l'avenir : il est désormais clair que la faible proportion de techniciens à l'IRSTEA

(ratio T/I de 1,0 sans prendre en compte le corps des Ingénieurs du ministère de l'agriculture, contre 1,4 à l'INRA) va directement impacter les flux de recrutement après fusion, mais également augmenter la pression

entre catégories dans le futur organisme. D'un point de vue scientifique, il apparaît de plus en plus évident que la fusion vise à restreindre le futur EPST à une agence de moyens et d'appui aux politiques publiques, avec un risque réel de changer la nature du travail. Le remplacement de l'actuelle direction scientifique par une « *direction sciences et innovation* » est parlante à ce sujet ! Cela transparait aussi avec la création des nouveaux départements multithématiques structurés non plus sur des objets de science mais gravitant autour de

multiples activités (voir le rapport COMOP sciences). Tout cela peut entraîner de réelles difficultés dans la nature du travail pour les scientifiques concernés, compliquant la lisibilité par les partenaires. Enfin, côté budget, nous ne pouvons que nous inquiéter des coûts annoncés de cette fusion, qui sont au-delà des demandes faites au ministère à partir de 2019, et qui représentent donc un risque accru pour le budget à venir des unités actuelles.

En conséquence, la CGT-INRA maintient sa demande de moratoire sur le processus de fusion.



Alors que la révolte populaire contre la vie chère, la baisse du pouvoir d'achat et le blocage des salaires, s'amplifie en France, les salariés de l'INRA ont la possibilité d'adresser un message fort au gouvernement avec le vote aux élections professionnelles qui se déroulent en ce moment.

Les Directeurs de Recherche et les Chargés de Recherche sont appelés à voter aux élections professionnelles. Les DR votent pour les CAP et CT mais les CR seront électeurs au cours du 1er semestre 2019 pour désigner leurs représentants en CAP des CRNO et des CRHC.

Mais dès maintenant l'ensemble des Chercheurs sont électeurs pour la désignation de représentants du personnel dans 2 instances : le CT de l'INRA et le CT du ministère de l'Enseignement supérieur Recherche. Pour les instances de l'INRA, nous vous invitons à voter CGT-INRA, pour le CT du ministère, nous vous invitons à voter FERC-CGT, notre fédération.

Attention le dépouillement est le 6 décembre à midi, donc postez vos enveloppes « T » le 3 décembre dernier délai ! Cliquer [ici](#) pour en savoir plus sur ces instances. Professions de foi CGT [ici](#).

Pour avoir l'assurance d'être représenté.e.s efficacement pour continuer ces combats et défendre vos intérêts, Votez **CGT-INRA** au CT* de l'INRA Et votez **FERC-CGT** au CT ministériel* !



La CGT avec la Recherche [Découvrez en moins de 5 minutes les analyses et revendications de la CGT.](#)